

L'Etat algérien est-il anti-impérialiste ?

- by *Hamza Hamouchene*
- octobre 29, 2013



Au cours des deux dernières années, plusieurs articles et analyses ont tenté de décrypter la position ambiguë de l'Algérie à propos des interventions impérialistes occidentales en Libye et au Mali. Contrairement à sa diplomatie affirmée et résolue des années 1960 et 1970, le régime algérien déroute plus d'un observateur, tant il n'est pas facile de dire s'il appuie ou s'oppose à ces guerres récentes.

D'une part, les visions réductionnistes ont échoué à analyser la situation objectivement et ont eu recours à l'explication facile selon laquelle l'Algérie est pragmatique, et que les contradictions apparentes dans ses décisions et actions ne sont que le reflet de son approche réaliste. D'autre part, celles et ceux qui adhèrent à une vision binaire du monde, divisé entre un Nord impérialiste et un Sud anti-impérialiste, ont eu une attitude pavlovienne, qui a avancé l'idée que l'Algérie est sous une pression immense et se trouve ciblée pour son nationalisme et ses capacités de résistance à l'hégémonie occidentale^[1].

Ces affirmations résisteront-elles à un examen sérieux ? La position de l'Algérie à l'endroit de ces interventions impérialistes est-elle justifiée ? Pourquoi l'Algérie a échoué à jouer un rôle plus proactif dans la résolution des crises au Mali, en Libye, et maintenant en Syrie, étant donné qu'il s'agit d'une puissance militaire et économique régionale, qui aurait dû être au premier plan dans ces conflits ? Ceci est d'autant plus important que l'Algérie était préoccupée par sa sécurité et a mis en garde contre les risques de déstabilisation et les retombées dans toute la région si les conflits s'aggravaient après l'intervention occidentale. Enfin, l'Algérie résiste-t-elle vraiment à l'hégémonie occidentale et conteste-t-elle la domination impérialiste ?

Cet article va tenter d'apporter quelques réponses à ces questions, et faire la lumière sur la politique étrangère de l'Algérie. Avant tout, examinons les cas libyen, malien et syrien.

Complicité tacite avec l'intervention de l'OTAN en Libye

Le régime algérien a été généralement hostile aux soulèvements qui ont eu lieu dans les pays voisins, et a adopté sa position soi-disant « neutre » face à ces événements marquants. Comment pourrait-il en être autrement pour un régime autoritaire, dont la survie est menacée par le risque que la vague révolutionnaire atteigne ses rives ? Plusieurs fonctionnaires de haut rang ont déclaré que l'Algérie a eu son « Printemps arabe » en 1988. Ils ont insisté sur le maintien de la « fausse » stabilité du pays, et ont utilisé la carte de la guerre civile traumatisante des années 1990, pour dissuader la population d'aller dans la même voie que les Egyptien-ne-s et les Tunisien-ne-s.

Le Conseil national de transition libyen (CNT), irrité par la position « neutre » des autorités algériennes et leur refus de le reconnaître comme un interlocuteur, a affirmé – sans aucune preuve à l'appui – que l'Algérie a apporté son soutien au régime de Kadhafi, et lui a fourni des mercenaires pour freiner la révolution. Le CNT a également réagi avec colère à la décision de l'Algérie d'accorder l'asile à des membres de la famille Kadhafi, et a considéré qu'il s'agissait d'un acte ennemi[2]. L'ambassadeur d'Algérie auprès des Nations unies a déclaré à la BBC que l'Algérie respectait tout simplement la « sainte règle de l'hospitalité », et acceptait la famille pour des raisons humanitaires. En outre, certaines sources ont rapporté que le gouvernement avait promis de livrer Mouammar Kadhafi s'il essayait de suivre sa famille en Algérie.

Un examen plus attentif à la position apparemment ambiguë du régime algérien, révèle que le pays essayait de s'adapter à une situation de changement rapide dans la région, et a été principalement préoccupé par sa survie et sa stabilité. L'Algérie a voté contre une résolution approuvant une zone d'exclusion aérienne que la coquille vide qu'est la Ligue arabe a adoptée, et a déclaré qu'il revenait au Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU) de se prononcer sur une telle question, ce qu'il a fait à travers la résolution 1973, permettant une intervention de l'OTAN en Libye.



L'Algérie ne s'est pas opposée à l'intervention et n'a même pas mis en doute ses motivations impérialistes, n'ayant recours qu'à une vague critique de la mise en œuvre et de l'interprétation de la résolution 1973 du CSNU par les puissances occidentales. La réticence de l'Algérie à l'endroit de cette intervention peut être expliquée par sa peur des conséquences possibles dans la zone frontalière, et par ce qui est devenu une opposition sans âme et superficielle à l'ingérence étrangère dans les affaires intérieures des autres pays.

Collusion dans l'intervention française au Mali

Alors que l'Algérie poussait activement pour une solution diplomatique au conflit dans le nord du Mali, et a été un médiateur dans les négociations entre les autorités maliennes, le MNLA (Mouvement national pour la libération de l'Azawad) et les islamistes d'Ansar Eddine, la France n'était, dès le départ, pas trop enthousiaste quant à cette approche, et a fini par intervenir unilatéralement en janvier 2013. Le régime algérien a affirmé de manière étonnante son respect de la décision française d'intervenir, car le Mali a demandé l'aide des puissances « amies ». Depuis quand l'ancien maître colonial est-il devenu une puissance « amicale » qui se soucie de la vie des Maliens ? Depuis quand la France, avec ses outils néo-coloniaux (Françafrique, Francophonie ...), se soucie-t-elle du sort des Africains ?

Deux explications peuvent être avancées pour comprendre la réaction algérienne :

- le régime algérien croit naïvement que les puissances occidentales sont soudainement devenues altruistes, abandonnant leur mission impérialiste de dominer et de contrôler le monde en fonction de leurs intérêts étroits, ou
- le régime a simplement abdiqué face à l'hégémonie occidentale, et est disposé à coopérer.

Quelques jours après l'intervention française au Mali[3], le peuple algérien a dû subir l'humiliation de recevoir des nouvelles du ministre français des affaires étrangères, selon lesquelles les autorités algériennes avaient ouvert « sans condition » l'espace aérien algérien aux avions français, et exigé qu'Alger ferme ses frontières sud. Qui a dit que les attitudes néo-coloniales sont anachroniques ?



Certains journalistes ont aussi indiqué qu'un drone états-unien a été autorisé à suivre la prise d'otages dans l'usine de British Petroleum à In Amenas, dans le sud-est de l'Algérie, et plus récemment, il est apparu que les autorités algériennes apportaient un précieux soutien aux opérations françaises au Mali, en fournissant discrètement des quantités indispensables de carburant à l'armée française[4]. Ceci, en fait, revient à cautionner l'expédition néo-coloniale française.

L'Algérie et la menace militaire contre la Syrie : les mots ne suffisent pas

L'Algérie a été parmi les dix-huit pays (sur un total de vingt-deux) qui ont voté en novembre 2011 pour la suspension de la Syrie de la Ligue arabe, et la mise en œuvre de sanctions pour son refus de mettre fin à la répression gouvernementale des manifestations. Il s'agit d'une stupéfiante décision majoritaire, venant de pays comme le Bahreïn, l'Arabie Saoudite, le Soudan et l'Algérie, qui possèdent des relevés éblouissants en matière de démocratie et de droits humains.

Dans un geste perçu comme un retrait du processus de recherche d'un règlement politique de la crise syrienne, la Ligue arabe menée par le Qatar et l'Arabie saoudite, a pris la décision en mars 2013 d'offrir au Conseil national syrien (CNS), la place de la Syrie au sein de la Ligue arabe. L'Algérie et l'Irak ont voté contre la motion, arguant qu'une telle décision contredit la Charte de la Ligue arabe sur l'irrecevabilité de toute action visant à un changement de régime dans les pays arabes.

La résolution finale du sommet affirme que « chaque Etat membre de la Ligue arabe a le droit de fournir des moyens de défense comme il le souhaite – y compris militaires – pour soutenir la résistance du peuple syrien et l'Armée syrienne libre (la branche armée de l'opposition syrienne). » Avec une telle déclaration, on se demande si la Ligue arabe n'est pas devenue une courtisane des puissances occidentales (France, Grande-Bretagne et Etats-Unis) et un outil de légitimation de leurs agendas dans la région.



Le 1er septembre 2013, la Ligue arabe a demandé une action internationale contre le gouvernement syrien pour décourager ce qu'elle a appelé le « crime horrible » consistant à utiliser des armes chimiques. C'était une étape importante vers le soutien à des frappes militaires occidentales, proche de l'approbation explicite que les Etats-Unis et certains alliés du Golfe avaient espéré. Faisant écho à sa position dans la crise libyenne, l'Algérie, aux côtés de l'Egypte, de l'Irak, du Liban et de la Tunisie, a exprimé son opposition à une intervention militaire étrangère en Syrie en dehors du « droit international », un euphémisme pour la loi du plus fort. Heureusement, cette fois, la Russie et la Chine ne sont pas du côté des puissances occidentales.

Il est inconcevable de considérer une telle position comme anti-impérialiste, ou de la concilier avec la collusion pure et simple à l'intervention française au Mali. Un tel comportement est tout à fait incompatible avec une ligne anti-impérialiste cohérente, et peut difficilement être qualifié de résistance à l'hégémonie occidentale. L'Algérie a adopté une diplomatie très effacée dans le conflit libyen, et envers la Ligue arabe et les réactions de la Turquie à la crise syrienne ; une position qui ne ressemble plus à sa diplomatie forte et audacieuse des années 1960 et 1970, et qui illustre l'érosion de tout semblant d'une ligne anti-impérialiste, autrefois associée au régime FLN. Cependant, cela n'est pas contradictoire avec la politique étroite de survie du régime algérien, même si cela signifie aller avec les diktats et les décisions des puissants, et manœuvrer dans ce cadre de domination de l'Occident et des Etats-Unis sur le monde.

Une ligne anti-impérialiste devrait être inscrite dans une vision bien pensée, qui non seulement cherche à contester cette domination, mais qui s'oppose aussi fermement aux interventions impérialistes et à l'ingérence dans les affaires des autres Etats. Cette position devrait également contester l'ordre politique et économique profondément injuste, et appuyer pleinement les luttes d'émancipation des peuples partout dans le monde. Certes, il y aura certaines contradictions sur le chemin, mais celles-ci doivent être abordées sur une base solide, avec l'objectif principal de mettre un terme à la domination impérialiste.

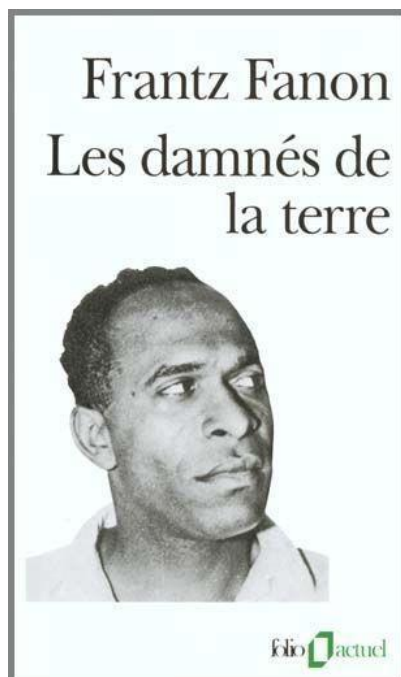
Si l'Algérie veut vraiment jouer un rôle actif dans les changements capitaux qui se produisent dans la région (y compris en s'opposant fermement aux monarchies du Golfe et aux intentions de la Turquie en Syrie), et être un acteur pertinent dans la gestion des crises multiples dans son voisinage immédiat, il faut en premier lieu qu'elle se transforme elle-même.

L'Algérie est soumise à l'impérialisme

Il est loin le temps où la capitale, Alger, était considérée comme la Mecque des révolutionnaires du monde entier, du Vietnam à l'Afrique du Sud, qui voulaient faire tomber l'ordre impérialiste et colonial. Les temps sont révolus où l'Algérie était audacieuse et imperturbable dans sa politique étrangère, lorsque :

- elle soutenait les luttes anticolonialistes partout dans le monde,
- la question de Palestine et le Sahara occidental étaient au premier rang de ses priorités en matière de politique étrangère,
- elle supportait de manière significative (en termes financiers et militaires) la cause palestinienne dans les guerres israélo-arabes de 1967 et 1973,
- elle a cassé ses relations diplomatiques avec les Etats-Unis en 1967,
- elle jouait un rôle de premier plan dans le mouvement des non-alignés et accueillait son sommet en 1973 à Alger, qui avait vivement dénoncé la logique intolérable des inégalités structurelles dans le système mondial, profitant aux pays déjà favorisés au détriment des nations du prolétariat.

Elle est loin l'époque où l'Algérie était engagée dans une expérience de décrochage pour rompre avec la domination impérialiste. Elle a malheureusement renoncé à la poursuite d'un développement national autonome, qui impliquait un certain degré de confrontation politique et économique avec l'impérialisme. L'*infītah* (libéralisation économique) des trois dernières décennies, a fini par assigner au pays un statut de dépendant à l'impérialisme, et d'exportateur d'énergie dans le cadre néocolonial de la division internationale du travail[5].



Hélas, la récupération de la souveraineté nationale aux colonialistes français, n'a pas été accompagnée de la récupération de la souveraineté populaire, à travers la construction d'une société civile forte et la participation active des masses dans la vie publique de manière démocratique. Ces conditions sont absolument nécessaires au maintien de la résistance à la domination occidentale. La nouvelle pathologie du pouvoir (pour reprendre les mots d'Eqbal Ahmad) observée dans les pratiques autoritaires et coercitives de la bourgeoisie nationaliste, la démobilisation et la dépolitisation des masses rurales et urbaines, ont été au cœur du démantèlement ultérieur du projet de développement national, et son remplacement par un projet anti-national. Dans son chapitre sur « Les mésaventures de la conscience nationale » dans les *Damnés de la terre*, Fanon avait prévu la tournure des événements. Il a fait valoir avec force, que si la conscience nationale au moment de sa réussite n'était pas d'une manière ou d'une autre transformée en une conscience politique et sociale, l'avenir ne porterait pas de libération, mais une extension de l'impérialisme, avec ses divisions et ses hiérarchies.

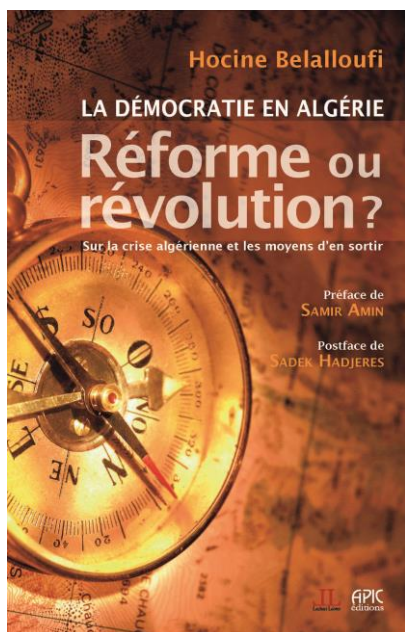
L'Algérie aujourd'hui, et surtout après le 11 septembre, coopère étroitement avec l'OTAN, une organisation qui a non seulement soutenu l'armée française contre le peuple algérien dans la guerre de libération (1954-1962), mais a récemment envahi l'Afghanistan et est intervenue en Libye. Le régime collabore également avec les armées états-uniennes et britanniques qui ont envahi l'Irak, et aussi avec l'armée française qui est intervenue récemment en Côte-d'Ivoire pour imposer un candidat à la présidence, et au Mali pour lutter contre les soi-disant fondamentalistes islamistes. Le régime ombrageux et autoritaire surnommé par les Algérien-ne-s « le pouvoir », participe aux côtés de la CIA, du FBI, du MI6 et de la DGSE dans la guerre globale contre le terrorisme, qui constitue un autre alibi pour les interventions impérialistes. En fait, l'Algérie est complice des

violations des droits humains associées aux détentions secrètes illégales de la CIA et son extraordinaire programme d'extradition, puisqu'elle a permis l'utilisation de son espace aérien et de ses aéroports pour ces opérations[6]. En outre, elle joue le rôle de gardienne des frontières de l'Europe forteresse contre les immigré-e-s africain-e-s pauvres, qui fuient la misère causée en premier lieu par les puissances européennes. L'Algérie a également rejoint l'Union pour la Méditerranée, aux côtés d'un Etat colonialiste comme Israël, et a désormais une position « modérée » sur la question palestinienne. De même, dans le cas du Sahara occidental, l'Algérie soutient aujourd'hui le principe scandaleux d'une solution acceptée par les deux parties. Depuis quand les dominé-e-s doivent attendre du dominant qu'il accepte les conditions de leur libération ? Il y avait aussi un rapprochement avec l'organisation mondiale de la Francophonie, l'un des principaux instruments de domination politique française dans le monde. Ce sombre tableau d'une politique étrangère réactionnaire et honteuse est vraiment déplorable pour la mémoire historique révolutionnaire du FLN.

Ceci dit, l'Algérie n'est pas encore devenue un simple valet de l'impérialisme comme les pétromonarchies du Golfe, l'Egypte de Hosni Moubarak, ou la monarchie jordanienne, mais elle a renoncé à la logique de la résistance. Elle a embrassé une autre logique, celle de l'abdication, de la soumission et de la collusion, ce qui ne fera que s'aggraver. Le régime algérien ne conteste pas l'ordre international profondément injuste, et cherche au contraire à s'y adapter. Elle est loin de la résistance consciente de certains pays d'Amérique Latine, comme le Venezuela de Chavez, et la Bolivie de Morales.

L'anti-impérialisme et la lutte démocratique

La bourgeoisie compradore



L'analyse ci-dessus suggère que la bourgeoisie anti-nationale, stérile et improductive, a obtenu la mainmise dans la gestion des affaires de l'Etat en orientant ses choix économiques, quoique avec une certaine résistance de la part d'une bourgeoisie nationale quasi-inexistante (modification de la loi anti-nationale et sans vergogne Khelil de 2006 sur les hydrocarbures, après qu'Hugo Chavez ait fait pression contre elle). Il suffit de regarder la nature improductive de l'économie algérienne, avec la prépondérance des activités de commerce d'import-import et la désindustrialisation, pour se rendre compte que cette bourgeoisie a un caractère qui est essentiellement rentier, commercial et spéculatif. Elle n'est également intéressée qu'à exporter ses propres bénéfices à l'étranger, les thésaurisant dans des paradis fiscaux ou les investissant dans des secteurs / actifs non productifs, tels que les restaurants, les hôtels et les propriétés. (Sur la manière dont cette bourgeoisie s'efforce de vendre l'économie de la façon la plus anti-nationale qui soit, voir le livre de Hocine Belalloufi : *La démocratie en Algérie, Réforme ou révolution ?*[7]).

Cette bourgeoisie *compradore* ne produit pas, mais consomme plutôt ce qu'elle importe et compromet gravement les services publics essentiels, tels que la santé et l'éducation, qui se dégradent d'année en année. L'oligarchie quasi-mafieuse est néolibérale par religion, et n'a aucun égard pour l'avenir du pays et de sa population. Elle est parasitaire et rapace en tant qu'elle s'attaque à l'économie et maintient une corruption endémique (responsable d'une série récente d'importants scandales de corruption, qui a touché des secteurs importants de l'économie, y compris le plus stratégique de tous : le secteur de l'énergie). Elle est entièrement subordonnée au système international de domination économique, politique et militaire, et représente donc le véritable agent de l'impérialisme et son accessoire utile.

Non à une ingérence impérialiste, non au statu quo

Ce régime largement *compradore* est la plus grande menace à la souveraineté de la nation et doit à coup sûr être renversé. Cependant, il est nécessaire de s'assurer que cette chute se produise dans un contexte national et ne conduira pas à l'instauration d'un autre régime soumis à l'impérialisme. C'est une tâche extrêmement difficile pour l'opposition démocratique, et nécessite une bonne compréhension de l'impérialisme et de son fonctionnement pour éviter de devenir un instrument de déstabilisation du pays en faveur de l'impérialisme. Cependant, une vigilance absolue à l'endroit des desseins impérialistes ne doit pas conduire à accepter ou à défendre le statu quo et la stabilité feinte, à savoir le soutien à un régime qui prive son propre peuple du droit à l'autodétermination. Cette prudence ne doit pas conduire à renoncer à la lutte pour la démocratie et l'hégémonie des masses opprimées.

Une position anti-impérialiste étroite et simpliste, basée sur une vision manichéenne du monde – entre un Nord impérialiste et un Sud globalement anti-impérialiste – ne doit pas nous aveugler. Ce point de vue ne tient pas compte des réalités sur le terrain, où des régimes corrompus et autoritaires – dont la plupart sont des clients des puissances occidentales – qui étouffent le peuple. Ce point de vue dilue aussi avec son désagréable manque de nuance l'importance de bâtir de solides Etats démocratiques, et conforte certaines classes *compradores* parasites, qui se posent en tant que super-patriotes. Malheureusement, ce point de vue est renforcé par ce qui s'est produit lors de l'inspirant « Printemps arabe », surtout après son détournement par l'intervention occidentale en Libye et la guerre par procuration en Syrie.

Il est donc primordial de comprendre que l'autoritarisme et la corruption sont les jumeaux de toute entreprise néocoloniale, et sont des alliés objectifs de l'impérialisme (l'islam politique réactionnaire est un autre exemple). Les centres impériaux peuvent facilement gérer les régimes non démocratiques (comme ceux de Saddam Hussein, Kadhafi, Bachar Al Assad, et Bouteflika). Tant que ces régimes sont les vassaux des puissances impériales, ils peuvent réprimer et opprimer leur peuple à volonté, et quand ils ne sont plus utiles, ils sont abandonnés et remplacés (Saddam, Moubarak, Ben Ali, Kadhafi, Ali Saleh, et probablement Al Assad). Ce refus de la démocratie est donc très périlleux pour la souveraineté de la nation et son intégrité territoriale.

En outre, ces dictatures « patriotiques » servent les desseins impériaux visant à redessiner un grand Moyen-Orient, dans une stratégie d'affaiblissement des Etats-nations[8]. Avec la suprématie militaire occidentale et une propagande massive, nos dictateurs sont des éléments clés dans ce complot. Ils répriment leurs peuples, participent à des guerres par procuration pour l'empire (l'Irak contre l'Iran), et peuvent être utilisés à la fin comme justification d'une intervention / occupation directe. Le scénario irakien n'est pas quelque chose du passé ; il a été reproduit plutôt efficacement en Libye et est actuellement en cours en Syrie, mais en adoptant une approche différente. Il peut éventuellement être étendu à d'autres pays, dont l'Algérie, pour éradiquer complètement toute réticence à être dominé. Cela n'arrive pas qu'aux autres, alors comment pouvons-nous éviter la re-colonisation, la gestion directe de nos ressources énergétiques, le contrôle de notre territoire, ainsi que la subordination du pays à des intérêts qui ne sont pas les nôtres ?



Il n'y a pas de meilleure citation pour répondre à cette question, afin de souligner le danger extrême des systèmes dictatoriaux sur la sécurité nationale, et souligner la nécessité d'une cohésion nationale fondée sur la citoyenneté et la liberté, que ce que le défunt Abdelhamid Mehri, un intellectuel de la révolution algérienne, avait à dire à propos de l'Algérie dans le sillage des événements historiques en Tunisie et en Egypte en 2011 :

« Si vous ne voulez pas être changé par les autres, vous devez vous changer vous-mêmes. La démocratie n'est pas seulement un impératif éthique, c'est aussi un impératif de sécurité nationale. Par conséquent, la dictature et l'autoritarisme sont de vraies menaces existentielles, et des alliés objectifs de l'impérialisme. »

Cinquante ans après son indépendance, l'Algérie doit renouer avec ses idéaux révolutionnaires du passé, grâce à l'initiative d'une révolution démocratique pour mettre fin à la tyrannie et l'injustice, démanteler l'Etat *compradore* et installer un régime anti-impérialiste audacieux, qui va vraiment libérer le peuple et aussi s'efforcer de construire un ordre mondial multipolaire équitable. Cela peut être fait en transcendant les contraintes nationales et en établissant de solides alliances à travers le monde, en particulier avec le Sud, afin de faire lever, émerger, et accomplir la liberté de [from] la domination impérialiste.

Source : *Jadaliyya*.

Traduit de l'anglais par RC, pour Etat d'Exception.

[1] Dan Glazebrook, The African Union, Algeria and Mali: The West's War Against African Development Continues, *Counterpunch*, Edition du week-end, 15-17 février 2013.

[2] Julian Borger, Martin Chulov et Richard Norton-Taylor, Diplomatic standoff after Gaddafi's family make a break for the border, *The Guardian*, 30 août 2011.

[3] Hamza Hamouchene, Algeria, Mali: another front in the "Global War on Terror"?, *openDemocracy*, 27 janvier 2013.

[4] Jean Guisnel, Mali : l'aide logistique et discrète des Algériens, *Le Point*, 26 avril 2013.

[5] Hamza Hamouchene, Algeria, an Immense Bazaar: The Politics and Economic Consequences of Infitah, *Jadaliyya*, 30 janvier 2013.

[6] Globalizing Torture: CIA Secret Detention and Extraordinary Rendition, *Open Society Justice Initiative*, février 2013.

[7] Hocine Bellaloufi, *La démocratie en Algérie, Réforme ou révolution ?*, APIC-Lazhari Labter éditions, Alger, 2012.

[8] Ahmed Selmane, Les dictatures de l'insécurité nationale, *La Nation*, 20 mars 2013.